

[print](#)

François Hollande, président libéral : C'est la saignée

De [Paule Mason](#)

Global Research, janvier 17, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/francois-hollande-president-liberal-cest-la-saignee/5365240>

Le ver était dans le fruit dès 2012. François Hollande, candidat du « changement maintenant », savait qu'une fois élu, il serait le président de gauche qui propulserait l'économie du pays dans une nouvelle fuite en avant libérale.(...) Il sera, pour la deuxième partie de son mandat, le président du Medef, même pas un président social-libéral, un président libéral tout court.

Touche par touche, il a multiplié les ruptures avec sa famille politique : choisir l'austérité et la baisse des déficits publics contre une politique de relance économique, se soumettre aux coups de boutoir libéraux de la Commission européenne contre l'Europe sociale, affaiblir la protection sociale, combattre le « coût » du travail au lieu de s'attaquer au coût du capital. Hier, lors de sa conférence de presse, le président de la République a annoncé une « nouvelle étape » de sa politique. Plus austéritaire, plus antisociale, plus libérale que jamais. Il appuie sur l'accélérateur et promet la saignée.

Au nom du « principe de réalité », il va laisser les marchés financiers ligoter un peu plus l'économie et la démocratie. Le « pacte de responsabilité » qu'il conclut avec le patronat n'est rien autre qu'une nouvelle vague de déréglementation du travail. Son leitmotiv : « Réduire les contraintes » pour les entreprises, sur les embauches, sur les cessions, sur les « normes »... Sur la fiscalité aussi. Dans un rapport de forces ultrafavorable au patronat, il suggère de « négocier » des contreparties. Il offre d'ailleurs aux patrons et aux actionnaires un joli cadeau de 30 milliards d'euros, en « mettant fin » au financement par les cotisations sociales de la politique familiale. Il considère la baisse des dépenses publiques comme un « passage obligé », annonçant des coupes drastiques dans les services publics jusqu'en 2017, des « réformes structurelles » de l'État et un big bang territorial. François Hollande assume, pour la première fois, une « politique de l'offre », traditionnellement défendue par la droite la plus dure. Bien qu'il s'en défende en jurant ses grands dieux de n'être « pas gagné par le libéralisme », il sera, pour la deuxième partie de son mandat, le président du Medef, même pas un président social-libéral, un président libéral tout court.

Il y a franchement de quoi rester interdit devant tant de tromperies. Le grand oral du président de la République va susciter à coup sûr un peu plus de colère dans un pays déjà rongé par l'inquiétude. Jusqu'à présent, les voix qui se sont élevées pour exiger un changement de cap n'ont rencontré qu'un faible écho. Combien d'électeurs et de militants socialistes rongent leur frein, n'osent pas dire, pour ne pas nuire, par peur du pire ? Combien d'entre eux attendaient un deuxième temps de mandat qui devait développer des politiques de redistribution ? Le chef de l'État a douché hier tous les espoirs.

La première réponse est venue des syndicats. Alors que, depuis deux ans, le paysage est plutôt marqué par leurs désaccords, quatre d'entre eux – la CGT, la CFDT, l'Unsa et la FSU – ont rendu publique une plate-forme revendicative qui réclame des mesures sur les rémunérations, une réforme fiscale de « réhabilitation » de l'impôt sur le revenu et met le doigt sur un sujet essentiel : la conditionnalité des aides publiques accordées aux entreprises. Un message d'unité

est toujours plus favorable à l'action que la division. Après l'entreprise de clarification du chef de l'État, hier, c'est aussi vrai pour la gauche qui ne renonce pas.

Paule Masson

Copyright © 2014 Global Research